

Le Manifeste de François Hollande à Bamako

Par Manthia Diawara

Le Retour de l'Empire

J'ai ressenti l'intervention française au Mali comme une dose de réalisme qu'il fallait prendre avec beaucoup d'humiliation, voire de la honte, parce que je croyais que mon pays était différent de ceux que je considérais comme des républiques bannières, où l'Occident doit toujours venir en aide ; des pays qui ont échoué, où le peuple, en voyant les soldats blancs arriver, jubilent comme des enfants à la vue du Père Noël.

Voir les maliens danser dans les rues, pour souhaiter la bienvenue à l'armée française, comme on l'avait fait lors de l'Indépendance, était pour moi un arrêt sur l'image, qui me renvoyait à la fois à l'échec de notre Indépendance, et soi-disant souveraineté nationale, et au retour intégral sous l'hégémonie française, comme celle d'un père qui ne veut pas voir son fils grandir.

Bien entendu, il est plus facile pour le fils d'accepter l'aide escomptée du père, plutôt que de se mettre en question, lui-même. Ainsi que le disait Sembene Ousmane, il est plus aisé pour nous, Maliens et autres Africains, de continuer à tendre la main vers l'Occident, pour dire "merci, merci," que de se demander comment on en est arrivé là, et de blâmer les autres pour nos problèmes que de nous regarder en face.

Ces images de la France sauveuse de l'intégrité territoriale du Mali sont, ainsi, l'illustration parfaite de l'insouciance et de l'irresponsabilité des maliens au Nord et du Sud. Faut-il croire que les actions politiques des rebelles du MNLA et Jihadistes d'Ansar Edine du Nord ont été teintées de mauvaise foi et d'opportunisme cynique, en s'associant à des terroristes d'AQMI, aux preneurs d'otages et aux trafiquants de drogues. Ainsi, ils ont invité les Occidentaux dans un débat, rapidement devenu plus grand que le Mali.

Quant aux putschistes du Sud, issus d'une armée, déjà affaiblie et rancunière contre les forces démocratiques qui l'avaient déçue du pouvoir depuis 1992, et humiliée par sa défaite cinglante contre les rebelles venus de la Libye, ils ont commis des fautes graves en voulant se présenter comme porte drapeau des voix contradictoires, sinon, irréconciliables au Mali. Il faut compter d'abord avec la Gauche radicale, du parti SADI d'Oumar Mariko, qui lutte contre la corruption des institutions nationales, et qui veut maintenir les militaires au pouvoir pour se débarrasser de tous les "politiciens corrompus;" puis avec les leaders religieux, prêts à prostituer

leur foi pour revendiquer plus de pouvoir dans un état qu'ils considèrent « comme musulman à 95% » ; jusqu'aux politiciens aigris, qui partageraient le lit avec n'importe quel diable, plutôt que celui de la démocratie, pour arriver au pouvoir.

Ce retour de la France sauveuse du Mali indique finalement que nous continuons délibérément à fermer nos yeux et nos oreilles face à l'impunité, la corruption, et aux crimes abominables contre les plus faibles de nos sociétés : les femmes, les homosexuels, les minorités et les enfants. Que celle ou celui qui n'a jamais pêché dans le Mali que je viens de décrire, lève la main.

La France a eu raison de venir au secours du Mali, surtout pour sauvegarder ses intérêts dans la région stratégique du Sahel, et pour dire à qui veut l'entendre qu'il faut toujours compter avec elle, comme une des plus grandes puissances mondiales, sinon sur le plan économique, en tout cas sur le plan militaire et politique. Ce message est clair pour tout le monde aujourd'hui, mais surtout pour les Allemands et les Américains qui commençaient à croire qu'ils pouvaient se passer de la France.

François Hollande vient de démontrer aux Américains qu'il connaît l'Afrique et les Africains, mieux qu'eux ; et d'infliger une leçon de poker à Barak Obama, dont la politique anti-terroriste dans le Sahel est qualifiée de désastreuse. Pendant les débats présidentiels aux États Unis, Mit Romney avait mentionné trois fois le Mali, sans avoir une seule réaction de la part d'Obama. Calcul rhétorique du débat de la part du Président sortant ? Pourtant l'Amérique avait déjà jeté plus de \$500 millions dans la région, pour la lutte contre le terrorisme (AFRICOM).

Et, parmi les humanistes, les pacifistes, et les fervents défenseurs de la souveraineté nationale, qui pouvait blâmer la France d'intervenir au Mali ? Les djihadistes coupaient les mains des personnes accusées de vol, égorgeaient leurs ennemis, détruisaient les mausolées et les bibliothèques, et violaient les femmes.

Qu'allait-il se passer, sans l'intervention de la France ? La CEDEAO passait tout son temps à parler, à dire une chose et son contraire, mais toujours sans agir. Elle aussi comptait, naturellement, sur les Européens et les Américains pour venir au secours du Mali.

D'ailleurs les maliens ne voulaient pas des soldats noirs de la CEDEAO dans leur pays. Ils préféraient des soldats français, parce que eux, au moins, n'étaient pas des voleurs et des violeurs comme on a pu le voir en Sierra Leone et au Congo.

Quand à l'ONU, elle prônait le dialogue, et idem pour l'Algérie. L'infatigable médiateur, Blaise Compaoré, se mit alors au travail, nuit et jour, pour trouver une solution pacifique à la crise malienne. Mais, pendant ce temps, les Djihadistes avançaient jusqu'aux portes de Mopti, sans se priver des exactions barbares de la Charia. "Négociateur quoi ? Ta main gauche ou ta droite ? Ta femme ou ta fille ?"

Il faut tenir compte, aussi, et c'est là où réside l'ironie de notre condition africaine, du fait que beaucoup de nations africaines se réjouissent du malheur de leurs voisins, comme étant le signe de leur exceptionnalisme, leur supériorité propre. C'est comme s'ils se disaient : "nous sommes à l'abri de toute critique, tant que les malheurs des autres, nos voisins, sont étalés en public." Ou, comme disent les Bambaras, c'est du *Niangon tiya*, c'est-à-dire, ce qui est le propre de ceux qui tirent du plaisir dans le malheur d'autrui. C'est ce qu'on appelle le *Schadenfreude*¹ en Allemand.

Heureusement que la France est intervenue pour sauver Tombouctou et ses manuscrits et monuments historiques, des mains des barbares.

Le Manifeste de François Hollande à Bamako

Mais, n'oublions pas que nous sommes, ici aussi, devant un récit bien construit, dont la logique nous empêche de prendre du recul, en nous bombardant avec des événements qui se succèdent. Tel un roman, on nous a présenté l'intervention française comme inévitable, du point de vue de la justice et de la morale. Le bien et le héros doivent triompher à la fin. Comme dans un roman, François Hollande, le sauveur du Mali, donne son discours sur le dénouement de l'histoire sur la place de l'Indépendance à Bamako, où il avoue avec candeur : "Je veux vous dire que je viens sans doute de vivre la journée la plus importante de ma vie politique."

Même pour les plus cyniques lecteurs de ce roman, il faudrait avouer que nous sommes évidemment très loin du discours démagogique de Sarkozy à Dakar. En mettant sa carrière politique en jeu, le discours de François Hollande à Bamako nous rappelle plutôt l'Appel à la guerre du Général de Gaulle, le 27 Octobre 1940, à Brazzaville, et son fameux discours du 30 Janvier, 1944, dans la même ville.

¹ Merci à mon cousin Mamadou Diawara pour ce mot.

Mais, en parlant de fiction, il est intéressant de remarquer que les Congolais avaient érigé un monument en souvenir du Général de Gaulle à Brazzaville, pour commémorer ces dates historiques. Est-ce que François Hollande aussi aura droit à son monument à Bamako, 50 ans après nos indépendances ? Faut-il rappeler aussi que Bamako fut cet autre lieu où le RDA (Rassemblement Démocratique Africain) était né en 1946, en réponse au Discours de Charles de Gaulle à Brazzaville en 1944 ?

Il faut dire que, comme Brazzaville avait servi de tremplin pour l'homme du 18 Juin, pour relancer sa carrière militaire et politique, Bamako sera aussi la preuve incontournable de la montée de la côte de popularité du Président Hollande en France, de son leadership mondial dans la guerre contre le terrorisme, et de sa détermination à défendre le droit de l'homme et la démocratie, à tout moment et partout. Voilà tout ce que François Hollande a puis gagné en trois semaines de guerre au Mali, sans oublier la dette éternelle des maliens envers lui. Dans de telles circonstances, qui peut encore accuser le Président Hollande d'être après les ressources minérales d'un pays que les Djihadistes et autres satans du terrorisme étaient prêts à réduire au barbarisme ? Et qui peut encore demander à voir des images de la guerre pour **ternir la bonne image** des soldats français ?

Quel rôle pour Dioncounda Traoré et le Mali?

Mais, si François Hollande et la France sont les plus gros gagnants du conflit fratricide au Mali, que dire des acteurs maliens et africains ? Je me pose cette question, à moi-même, après ces trois semaines parsemées d'afro-pessimisme, de pleurs intérieurs, d'apitoiement sur moi-même et de plaintes contre les autres. J'ai déjà mentionné les antagonistes du récit de l'intervention française, comme Ansar Eddine, AQMI/MUJAO et le MNLA au Nord et au Sud, les politiciens, les marabouts et, à leur tête, Amadou Haya Sanogo et les anciens putschistes.

Je pense que le Président Dioncounda Traoré doit organiser, avec l'aide de la CEDEAO et autres partenaires, les élections aussi rapidement que possible. Les élections doivent avoir lieu, avant d'entamer des négociations avec qui que ce soit. Seul un gouvernement légitimement élu peut entamer des négociations crédibles et durables avec les rebelles qui contestent l'intégrité territoriale.

Le plus urgent, à part la poursuite des Djihadistes qui sont à l'affut, c'est de restaurer l'ordre constitutionnel, en arrêtant ceux qui ont commis des crimes, au Nord et au Sud, contre l'humanité, ou contre l'état.

Il sera dans l'intérêt du nouveau gouvernement de négocier avec le MNLA,

car leur cause ne va pas disparaître de soi. Ce que Dioncounda doit résister, c'est d'être poussé par la France dans des négociations hâtives. Il a aussi raison de refuser de négocier avec Ansar Eddine et les autres groupes religieux.

Le Président Dioncounda Traoré rentrera dans l'histoire, à côté de Modibo Keita, s'il arrive à sortir le Mali de cette impasse, qui n'est pas sans rappeler l'éclatement de la Fédération du Mali, et à organiser des élections crédibles.

Quel Rôle pour la CEDEAO ?

Les gens de ma génération doivent se rendre à l'évidence que le nationalisme, tout seul, ne peut pas nourrir son homme, à plus forte raison de le rendre fier de lui-même ; que la notion de souveraineté nationale doit se mesurer à l'aune de la valeur des citoyens, de ce qu'ils sont capables de produire comme matériel et culture nationales à protéger.

Nous avons enfermé la nouvelle génération dans un nationalisme aveugle, au lieu d'ouvrir ses yeux à la force de l'unité et la complicité entre les pays de la CEDEAO ; et nous l'avons poussé seulement vers la sauvegarde des intérêts nationaux, ethniques et personnels plutôt que de l'orienter vers des espaces et des utopies, au-delà du Mali ou du Sénégal. Finalement, au lieu de forger l'idée de sacrifice de soit pour le bien être des autres, celui de notre voisin au Sénégal ou en Guinée, nous l'avons encouragé à célébrer la victoire de notre nation dans chaque malheur que nous voyons chez nos voisins de l'autre côté de la frontière.

Si le constat des faiblesses de nos états nations n'était pas clair pendant les effervescences des indépendances, il l'est aujourd'hui, après les multiples interventions de la France pour sauver l'intégrité de la Côte d'Ivoire et du Mali. La célébration du discours de François Hollande sur la Place de l'Indépendance à Bamako est aussi une grande leçon de sobriété pour nous.

J'avais dit, dans un article précédent publié par Mediapart, que si on ne peut pas protéger les droits des minorités à l'intérieur de nos états nations, pourquoi ne pas se poser la question sur l'existence de ces états nations ? Pourquoi continuer à garder les hommes et les femmes comme des prisonniers dans la nation, si elle ne peut pas satisfaire leurs besoins élémentaires de liberté de mouvement et d'expression, de droit au travail, à l'éducation et à la santé ?

Après 50 ans de stagnation dans l'état nation, pourquoi ne pas le dépasser

et rêver d'une nouvelle Afrique où les hommes, les femmes, les pensées, les cultures et les marchandises circuleraient librement du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest ? Pour ce faire, il serait nécessaire de divorcer des états des nations. Les états auraient alors pour fonction principale le développement et le maintien des infrastructures de transport et mobilité, de l'économie, de la santé, de la culture, et de renforcer la sécurité et la protection des droits des individus.

Ce décuplement, dans lequel nous reléguerions le rôle de la nation aux blocs régionaux et à l'Union Africaine, pour nous concentrer sur la définition des états et de leurs accents culturels et économiques, constituerait la base de la nouvelle définition du panafricanisme. Il nous permettrait aussi de mieux négocier en bloc avec les puissances étrangères, plutôt que bilatéralement avec les moyens faibles des états nations.

Il est difficile de parler du Pan-Africanisme à la génération qui a précédé celle des indépendances, parce qu'elle ne connaît ni l'histoire du RDA (Rassemblement Démocratique Africain), de la Loi Cadre ou la Balkanisation de l'Afrique Occidentale Française, ni les enjeux derrière la Fédération du Mali, ou de l'Union Ghana-Guinée-Mali. A cette génération, formée après les nombreux Coups d'Etats, depuis les débuts des années 1960, la mention même du Pan-Africanisme peut paraître dépassée ou illusoire ; les valeurs sûres étant celles du nationalisme, du tribalisme et de l'intérêt individuel.

Les espoirs d'intégrations régionales et de l'Union Africaine (UA), ou la renaissance de ce qu'on peut appeler «l'idée de l'Afrique», reviennent aujourd'hui dans la houle d'une troisième génération, née vers 1970, et arrivée à maturité après la libération de Nelson Mandela, la chute du mur de Berlin : la fin de la guerre froide. Cette troisième génération, comme on peut le voir dans la musique Hip Hop et chez les Reggae-men comme Tikken Jah Fakoli, chante l'Afrique sans complexe et sans inhibitions des frontières de l'état nation. Cette nouvelle génération sait aussi que son désir de mobilité et de transaction la pousse au-delà des frontières nationales, souvent encombrées de politiques identitaires et de xénophobie.

C'est avec cette génération qu'il faut oser penser les nouvelles Afriques.

Ce que nous appelons divorce ou décuplement de l'état et la nation consisterait, donc, à atténuer la force de la nation et du nationalisme au niveau des grands centres d'attractions des populations diverses, comme Lagos, Dakar, Abidjan, Accra ou Ouaga, pour en faire des états forts et

convoités dans des domaines spécifiques des finances, de la science et la technologie, dans la production industrielle, dans l'art et l'agriculture.

Ainsi, les meilleurs médecins enseigneraient dans l'état où la médecine est le point fort ; et les meilleurs étudiants en art seraient formés par l'état qui aura les grandes écoles d'art. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que les autres états n'auront plus droit aux écoles de médecine ou d'art, mais nous pourrions ainsi créer de grands états qui seront aussi attrayant et compétitifs pour les études et les affaires que Paris, Londres ou New York.

La nation, comme du temps de l'Union Générale Française, où la capitale de l'AOF était à Dakar, jouerait alors un rôle fédérateur entre ces états. Sa capitale pourrait être fixée dans un endroit stratégique, ou se déplacer par rotation, comme en Afrique du Sud. Son rôle principal serait la protection des droits des minorités et leurs intégrations dans la société multiculturelle des états. Quand à la sécurité, elle serait à la charge des états et de la nation. La nation aurait un rôle de garde fou contre les excès des états, et veillerait sur la protection et l'intégration de tous les citoyens, partout où ils souhaiteraient être dans la CEDEAO.